
L'islamisme, nouveau fascisme?

Olfa Lamloum

*«Malheur à qui ne connaît de
l'intérieur la forteresse de l'ennemi»
Proverbe pharaonique.*

Sans conteste, le mouvement islamiste présente plusieurs traits qui facilitent son assimilation au fascisme: le rôle du chef charismatique, la place occupée par la petite bourgeoisie comme base sociale, l'usage de la violence, le caractère totalitaire de l'idéologie, etc. Mais s'agit-il pour autant d'un phénomène comparable au fascisme italien ou au national-socialisme allemand? Au-delà des analogies frappantes, nous voudrions montrer que ni le contexte historique dans lequel ils se sont développés, ni la fonction socio-politique qu'ils ont remplie, ne permettent d'assimiler ou même de rapprocher le fascisme et l'islamisme. Le fascisme n'était ni un «*châtiment*»¹ ni une «parenthèse» correspondant à une période d'effacement de la «*conscience de la liberté*»²; il remplissait bel et bien une fonction socio-économique historique, qui ne peut aucunement être assimilée à ce qui fait aujourd'hui la force de l'islamisme.

Notre objet est ici de nous concentrer sur la caractérisation de l'islamisme en Algérie et en Tunisie comme mouvement fasciste, dans la mesure où elle a des conséquences politiques considérables sur le positionnement de l'intelligentsia et de la gauche dans ces deux pays face à la montée spectaculaire de l'islamisme.

*«Lorsqu'on sait le danger mortel que représente un parti fasciste pour une nation, a-t-on ou non le devoir de lui barrer la route, et ceci quelle que soit son audience?»*³. Cette déclaration d'une des personnalités de la société civile algérienne les plus médiatisées en France, a le mérite de clarifier l'enjeu du débat sur la nature de l'islamisme. Dans la guerre civile qui fait rage il s'agit de définir une attitude politique cohérente avec l'analyse de la nature politique de l'islamisme.

Automne 1997

Depuis la fin des années 80, la question de la nature de l'islamisme au Maghreb se profile sans cesse dans tous les débats, toutes les prises de positions et toutes les analyses de la situation. Ceux qui défendent l'éradication de l'islamisme, n'ont pas la même appréciation «du risque fasciste» que les signataires de l'accord de Rome de janvier 1995⁴. Ceux qui ont choisi de ne médiatiser que les assassinats barbares des intellectuels et des femmes, n'ont pas la même analyse de l'islamisme que ceux qui dénoncent aussi les exécutions sommaires de l'armée. Le même désaccord oppose les féministes tunisiennes qui ont refusé de prendre en charge le dossier des femmes islamistes arrêtées et torturées (voir à ce propos le document édité par le Secrétariat international d'Amnesty International: «*Tunisia: Women victims of harassment, torture and imprisonment*, juin 1993) et celles qui ont signé la pétition pour l'amnistie générale en Tunisie en 1994.

Les défenseurs de l'analogie entre fascisme et islamisme, dont l'Algérienne, très médiatisée, Khalida Messaoudi (présidente de l'Association pour le triomphe des droits des femmes), Saïd Sadi⁵, président du Rassemblement pour la culture et la démocratie et le Tunisien Abdallah Ammami, auteur de «*Les organisations terroristes dans le monde islamique: l'exemple de la Nahda*»⁶, soutiennent la fameuse thèse «pas de démocratie pour les ennemis de la démocratie». Ils considèrent que barrer la route à l'islamisme par l'annulation des élections, par la non-légalisation ou l'interdiction des partis islamistes est une démarche nécessaire pour se débarrasser de ce danger fasciste.

En revanche, ceux qui rejettent cette analyse considèrent qu'elle «*anesthésie la conscience et l'on peut alors se permettre de ne pas montrer les autres victimes, celles des représailles sur la population, des exécutions sommaires, des enlèvements, des punitions collectives*»⁷. Pour eux le «fascisme» a servi à légitimer le soutien apporté par une large partie des acteurs politiques en Algérie et en Tunisie à la dérive répressive des régimes en place.

Le registre populiste

Si le débat porte sur la nature fasciste de l'islamisme, cela n'est pas sans justification. Sans aucun doute par certains aspects l'islamisme d'aujourd'hui présente des similitudes avec le fascisme ou le nazisme des années 20 et 30. Ce qu'il y a de commun entre ces deux phénomènes nous semble relever du registre populiste.

Par registre populiste nous entendons la combinaison de plusieurs critères: un discours idéologique et politique interclassiste, le culte du peuple à la fois en tant que support d'une identification collective et sujet de l'histoire, la diabolisation de l'ennemi extérieur, le rôle charismatique du dirigeant-chef et la base sociale petite bourgeoise. Ce sont là des éléments présents — nécessaires mais pas limitatifs — dans tous les

populismes quelle que soit la matrice historique ou socio-économique sur laquelle ils se sont greffés.

Aussi bien l'islamisme que le fascisme, s'adressent au peuple (la *Umma*) comme un tout. Toute forme de différenciation au sein du peuple est repoussée sinon subordonnée à la totalité, au tout organique. L'idéologie du peuple national et social, ou la mystique fusionnelle de la *Umma* à la fois identité collective et communauté de «*mustad'afin*» (les damnés), dessinent le parallélisme des deux courants. Le programme du FIS de 1989 stipule que l'objectif est de «*se conformer aux aspirations du peuple algérien musulman désireux d'aller de l'avant et de briser définitivement le carcan du colonialisme et de débarrasser du fardeau multiforme du sous-développement*». Cette formule n'est pas sans rappeler la «*nation prolétaire*», avancée par le fascisme italien à partir de 1919, nation présentée comme victime du complot de l'«*impérialisme bancaire étranger*».

Le peuple à la fois social et national, le peuple plébéien des pauvres, des opprimés et des humiliés, affirmé fût-ce aux dépens de l'existence d'autres «*prolétaires*» et d'autres *mustad'afin*, cimente les discours de l'islamisme et du fascisme en permettant par là-même d'amortir les conflits d'intérêts sociaux à l'intérieur de ces mouvements.

Le discours interclassiste caractérise ces deux mouvements qui ne cachent pas leur haine et leur rejet pour le grand capital, la spéculation financière, les sociétés anonymes, le gain facile, le *Riba* (intérêt), mais également pour les communistes, les socialistes et les laïques.

L'ennemi extérieur est stéréotypé, c'est le mal absolu. Il relève de l'impureté et de la perversion aussi bien chez les islamistes que chez les fascistes. Cet ennemi humilie et exploite le peuple prolétaire ou la *Umma*. La pureté, religieuse (dans le cas de l'islamisme, «*Le peuple algérien est un peuple musulman, son islamité est aussi ancienne que véritable*» programme du FIS) ou raciale (dans le cas du nazisme, le programme de 1920 considère que pour rendre à l'Allemagne sa grandeur il faut la débarrasser des Juifs), du peuple au sens «*patriarcal*», est l'unique garantie de l'identité, des traditions et de l'«*authenticité*».

Le leadership charismatique «*mâle*» donne au mouvement visibilité et influence de masse, il est la consécration de tout le projet («*Ein Volk, Ein Reich, Ein Führer*» Un seul peuple, un seul Etat, un seul chef). Le Tunisien Rached Ghannouchi, Emir de la Nahda, les Algériens Abassi Madani et Ali Belhadj, chefs du Front islamique du salut, tout comme les leaders fascistes et nazis Hitler et Mussolini, et à l'instar des chefs populistes comme un Péron ou un Vargas, sont les âmes de leurs mouvements. Le rôle de ces chefs est soutenu par la structure «*verticale*» et autoritaire de leur organisation, ils incarnent tous la force du mouvement et son unité. C'est à eux qu'incombe le rôle de trancher les conflits internes. Un cas extrême a été la liquidation des SA en 1934 par Hitler. Sur un registre moins dramatique Ghannouchi et Belhadj, pendant la guerre du Golfe, ont tranché en faveur du soutien de leur mouvement à l'Irak. Le chef s'adresse au peuple directement, sur un mode populiste enflammé qui glorifie les damnés et joue sur la corde

sensible du culte de l'identité. Le personnel dirigeant des mouvements fascistes et islamistes à l'instar des mouvements populistes est d'extraction petite-bourgeoise, développant des accents anti-intellectualistes face à l'«intelligentsia juive» ou liée à la «juiverie internationale» (dans le cas des nazis) ou encore, l'intelligentsia «de Hizb França» (du parti de la France) pour les islamistes. Belhadj déclarait à ce propos: «*Si mon père et ses frères (en religion) ont expulsé, physiquement, la France oppressive de l'Algérie, moi je me consacre, avec mes frères, avec les armes de la foi, à la bannir intellectuellement et idéologiquement et en finir avec ses partisans qui en ont tété le lait vénéneux*», (in Gilles Kepel, *A l'Ouest d'Allah*, p. 220).

L'aspect le plus frappant de cette similitude est que les classes moyennes constituent la cheville ouvrière des mouvements fasciste et islamiste. La définition de cette catégorie floue est incontestablement plus commode par élimination: il s'agit de ceux qui ne sont ni ouvriers, ni moyens et grands propriétaires des moyens de production. Aussi bien l'islamisme que le fascisme expriment la réaction des classes moyennes à une situation de détresse produit d'une crise pluri-dimensionnelle (économique, sociale, politique, culturelle).

Mais au-delà de ces similitudes apparentes qui renvoient au registre du populisme, l'islamisme et le fascisme sont des produits historiques de formations nationales différentes issues de moments historiques différents. L'islamisme se situe au-delà du populisme, il est le produit de l'échec du nationalisme.

Le fascisme et le nazisme des «cercles de fer»

L'Italie des années 20 et l'Allemagne des années 30 sont évidemment les références obligées pour définir une grille de lecture pertinente du phénomène fasciste⁸. A la veille de la première guerre mondiale, l'Italie connaissait une situation de déséquilibre structurel découlant de l'inachèvement du processus d'unification et de la fragilité de ses structures sociales et économiques. La guerre et la crise économique vont ruiner les classes moyennes et aggraver leur situation. Cette guerre va également faire naître à partir de 1919 le thème de la «*victoire mutilée*» à cause du complot de «*l'impérialisme bancaire*» qui a empêché l'Italie d'annexer certains territoires⁹. Le premier conflit mondial a été, en effet, une catastrophe pour l'économie et les classes moyennes en Italie. Cette guerre a bouleversé le corps social, aggravé les inégalités, ruiné les petits exploitants et grignoté les économies des petits propriétaires. Le sacrifice de centaines de milliers de morts a été ressenti comme inutile en raison de l'échec de l'Italie à annexer les territoires qu'elle revendiquait. Cette «*victoire mutilée*» a renforcé le sentiment revancharde des principales victimes de cette guerre. C'est bien ce sentiment qui a jalonné la montée du fascisme italien.

Sur ce fond de crise économique et politique une offensive ouvrière explose dès le printemps 1919. Les ouvriers agricoles et les fermiers s'organisent et déclenchent un vaste mouvement d'appropriation des terres. Les ouvriers de l'industrie au Nord prennent le contrôle de la production, créent des communes, etc. L'absence d'une issue politique et les efforts des directions syndicales pour rechercher un compromis avec le gouvernement, mettent fin à cette offensive dès le début de 1921. C'est à la fin de cette période pré-révolutionnaire que la classe dirigeante va opter pour le fascisme. La faillite de l'Etat libéral incapable de résoudre la crise économique et d'assurer la stabilité politique, conjuguée avec la grande peur des possédants, avaient déjà incité des secteurs de la bourgeoisie italienne, dès la fin 1919, à fournir à Benito Mussolini les moyens nécessaires pour consolider son mouvement et réaliser la «contre-révolution préventive» contre le mouvement ouvrier. Mais *«sans doute faut-il attendre le milieu de l'année 1921 pour que le financement du fascisme par le “grand capital” prennent un caractère massif (...) L'alliance avec la classe dirigeante ne s'opère pas seulement sur le terrain financier. En octobre 1920, elle prend un caractère politique lors des élections administratives qui permettent aux fascistes de figurer dans les listes du “bloc constitutionnel” formé par les partis au gouvernement»*¹⁰.

En Allemagne, jusqu'en 1929 le fascisme demeure à l'état groupusculaire, ses effectifs ne dépassent guère 180 000 adhérents et son score lors des élections de 1928 n'est que de 2,6% des suffrages exprimés. Les conséquences catastrophiques de la plus spectaculaire des crises du XXème siècle sont venues s'ajouter aux traumatismes de la guerre de 14-18 au cours de laquelle l'Allemagne a perdu 10% de sa population et a été amputée de l'Alsace-Lorraine et de la Haute-Silésie. La paupérisation des classes moyennes (la crise de 1930-1932 est à l'origine de 6 millions de chômeurs) a été aggravée par les conditions de la défaite ressentie par la population comme une trahison des «ennemis internes». La propagande national-socialiste va s'emparer de ce thème pour désigner la France «inexorable et mortelle ennemie du peuple allemand», les Juifs, les Russes, les communistes faiseurs de troubles et les socialistes signataires de l'armistice comme responsables de l'asservissement de l'Allemagne à Versailles.

La peur de la révolution (durement réprimée dès 1919, mais qui continue à menacer jusqu'en 1923) va renforcer le sentiment du *«nauffrage, celui du capitalisme libéral et des formes d'organisation politique qui s'y rattachent»* chez les classes moyennes¹¹.

L'instabilité politique a été durant toute cette période le trait majeur du régime de Weimar qui n'a guère réussi à rassembler une majorité autour de lui¹². Les sociaux-démocrates ne représentaient guère une alternative, alors que pour leur part les communistes persistaient, sous la houlette de l'Internationale communiste, à considérer le fascisme comme une simple forme classique de la contre-révolution, face à une montée révolutionnaire considérée toujours à l'ordre du jour.

C'est dans ce cadre très particulier que le National-Sozialistische Deutsche Arbeiter Partei (Parti-socialiste ouvrier allemand le NSDAP) va renforcer son impact sur les classes moyennes et bénéficier du soutien décisif à partir de 1932 des «magnats capitalistes»¹³.

Ce détour historique très condensé sur la prise du pouvoir par le nazisme et le fascisme confirme la justesse de la formule de Karl Radek décrivant le fascisme comme des «cercles de fer avec lesquels la bourgeoisie essaie de consolider le tonneau défoncé du capitalisme». Le fascisme au pouvoir est le résultat de la grave crise structurelle du capitalisme à «l'âge mûr»¹⁴. La crise des années 30 et les convulsions sociales expriment l'obsolescence des structures institutionnelles du capitalisme concurrentiel et la gestation de nouvelles «structures sociales de l'accumulation» (Edwards R, Gordon D, Reich M, *Segmented work, divided workers: The historical transformation of labor in the United States*, Cambridge University Press, 1982), qui prennent les formes opposées du New Deal (puis du fordisme de l'après guerre) aux Etats-Unis et du nazisme en Allemagne. Le fascisme au pouvoir a réussi à modifier les conditions de reproduction du capital en adoptant un dirigisme économique de fer rendant la cartellisation quasi obligatoire (un décret de 1939 en Allemagne proscrit les petites entreprises), en éliminant les organisations ouvrières classiques et les remplaçant par des syndicats fascistes et en confiant à l'Etat la prise en charge des secteurs industriels peu rentables.

Aussi bien en Allemagne qu'en Italie la bourgeoisie «s'estimait elle-même impuissante à instaurer un ordre politique stable, capable de diriger l'économie, autrement qu'en liquidant» les républiques en place¹⁵. Le fer de lance de cette entreprise a été offert par un mouvement qui a su mobiliser les classes moyennes, exploiter leurs frustrations et leur détresse en leur offrant la possibilité d'une promotion sociale par le parti et ses organisations, en leur désignant leurs ennemis et en les invitant à employer des moyens radicaux à la mesure des souffrances endurées.

Le choix du nazisme en Allemagne et du fascisme en Italie par les classes dirigeantes de ces deux pays n'était nullement arbitraire. Le fascisme offrait une force sociale extra-institutionnelle organisée, écrasée par la crise, hantée par la révolution, déçue par les démocraties bourgeoises, humiliée par le traité de Versailles, ne rêvant que de mettre fin au « chaos ». Cette force a, par ailleurs, fait ses preuves aux yeux des classes dirigeantes en s'attaquant systématiquement au mouvement ouvrier. Ce dernier constituait une cible privilégiée dans la mesure où il gardait des potentialités révolutionnaires, mais surtout dans la mesure où sa force organisationnelle bâtie dans la période de prospérité lui permettait de sauvegarder ses positions et d'entraver le redéploiement capitaliste. Bien qu'aussi marqué par une situation de crise économique et sociale le contexte du développement de l'islamisme est radicalement différent: il s'est développé sur les débris du nationalisme arabe, entré en crise après la défaite de 1967.

L'islamisme, réponse à l'usure du nationalisme

Ce constat général a été également souligné dans les cas tunisien et algérien. La mort de Nasser, les massacres de Septembre noir en Jordanie ainsi que le coup d'Etat d'octobre en Syrie dirigé par Assad contre le régime nationaliste radical, n'ont, certes, pas eu les mêmes conséquences sur les populations au Maghreb qu'au Machrek. Néanmoins, ces trois événements historiques — survenus en l'espace de trois mois en 1970 — ont changé radicalement la configuration des rapports de forces dans la région arabe et ont par là-même marqué la conscience collective de toute une génération maghrébine. Son rêve de relever le défi face à Israël et aux puissances qui se sont rangées aux côtés des ennemis de Nasser, a été brisé.

L'émergence du mouvement islamiste constitue dans ce contexte de désenchantement et de défaite, une réponse aux frustrations nationales et sociales accumulées depuis la fin des années 60, une riposte des masses urbaines à l'usure du nationalisme. C'est l'utopie religieuse qui est venue se substituer à une utopie nationale obsolète. La nouvelle utopie n'a pas besoin de légitimation, elle se suffit à elle-même. Ce constat permet de comprendre pourquoi le thème central qui a structuré l'émergence de l'islamisme a été la question identitaire.

«Celui qui examine de près le discours du Mouvement de la tendance islamique y remarque la centralité de la question de l'identité qui n'a pas un contenu défini mais est basée sur la révolte contre une réalité caractérisée par la dualité linguistique et culturelle, la dissolution des mœurs et des valeurs, ainsi que la réaffirmation des éléments de la fierté et de l'appartenance pour libérer l'individu du complexe d'infériorité vis-à-vis de l'Occident afin de l'attacher à l'histoire, au patrimoine et aux racines» (Qirâ'a min al-dâkhil liwâqa' al-'amal al-islâmî, brochure éditée par des «islamistes indépendants» une scission du MTI). La clé de voûte de cette réaffirmation est la remise en cause de la relation en vigueur avec l'Occident, source de dévalorisation, d'acculturation et d'oppression. «Le complexe de l'Occident est si frappant qu'il est devenu une composante de la personnalité de la génération de l'après indépendance»¹⁶. Cela passe dans la littérature et le discours islamistes par le rejet des références culturelles et des représentations sociales occidentales et l'appropriation d'un nouveau lexique, de nouvelles références ainsi que l'adoption d'une nouvelle symbolique. C'est dans ce sens qu'Abbassi Madani explique comment «l'islam, qui nous a libéré de Rome, c'est aujourd'hui notre boussole pour nous libérer des menées intellectuelles occidentales; il reste notre seul bouclier dans la grande mêlée du combat civilisationnel (...) On ne peut s'engager dans un combat de cette dimension sans civilisation de référence»¹⁷.

L'islamisme des années 70 a su coexister pacifiquement avec les pouvoirs en place. Toléré par ces derniers pour soit contrecarrer la

gauche (dans le cas de la Tunisie, contre la gauche estudiantine maoïste) soit se donner une légitimité religieuse en «*associant les intégristes aux efforts entrepris par les institutions officielles dans le domaine religieux*»¹⁸, le mouvement a réussi à s'imposer. Au fur et à mesure de son développement et de son entrée dans le champ politique, l'islamisme va se radicaliser en remettant en cause un système qui n'a fait que reproduire les divisions, naguère combattues, entre colonisés et colonisateurs.

Dans les années 80, l'application des programmes d'ajustement structurel (PAS) dictés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, a eu un double effet: d'une part un recul de la souveraineté économique et de l'autre un déficit de légitimité politique accentuée par la faillite des projets de développement. La crise du régime de Bourguiba — dont la grève générale de 1978 et la révolte du pain en janvier 1984 étaient les expressions les plus spectaculaires — ainsi que la déroute de l'«Etat rentier» algérien ont conduit progressivement à la démission de l'Etat-providence. Ce dernier assurait une certaine intégration économique des couches moyennes qui permettait d'amortir leur exclusion politique. Faute de moyens, l'Etat n'a plus été en mesure de jouer son rôle de distributeur de ressources et par là même de régulateur des conflits.

Derrière la montée islamiste se profile la contestation de toute une génération de jeunes pour qui l'école, naguère facteur de promotion sociale, offre de moins en moins ce rôle d'intégration. L'école ouverte au peuple a perdu, avec la crise des modèles de développement post-colonial, pour une majorité de jeunes, sa finalité de promesse d'avenir social. Il est par conséquent concevable que la nouvelle «intelligentsia islamiste» non seulement s'insurge contre l'Etat garant du nouvel ordre excluant mais également développe un discours anti-intellectuel contre les intellectuels protégés et intégrés dans le système. Ainsi, la fracture n'est pas uniquement linguistique ou sémantique, elle reflète la dépréciation sans appel du capital scolaire des couches «*intellectuelles dominées*» (Bourdieu).

La jeunesse urbaine victime d'une éducation déficiente et d'un chômage structurel¹⁹, les classes moyennes paupérisées par les programmes d'ajustement structurel, les couches rurales «*poussées vers les villes (...), "clochardisées", méprisées par les nouveaux riches habitants des beaux quartiers*»²⁰, vont ainsi trouver dans le mouvement islamiste leur planche de salut. L'islamisme a réussi, d'une certaine façon, à se substituer à l'Etat en jouant un rôle tribunicien (encadrement de la jeunesse, réseaux de solidarité et de charité, etc.). Pour des milliers de jeunes, l'islamisme a structuré leur vie et leur a offert une valorisation, une identité, que ni la famille, ni l'Etat, ni l'école n'étaient plus en état de fournir.

Son discours subversif, sa stratégie de refus, la contre société qu'il a su construire et l'absence d'un concurrent crédible ont permis à cette nouvelle forme de contestation au Maghreb de construire des organisations de masse et de combler un vide de légitimité.

En dépit de son projet totalitaire — «*nous ne sommes pas un courant, mais une vérité historique. Nous ne sommes pas un simple mouvement ayant un objectif à atteindre, nous sommes plutôt le devenir historique*»²¹ — le mouvement islamiste exprime à travers sa dimension contestataire et sa capacité de mobilisation sociale, la volonté des classes moyennes d'occuper l'arène politique. C'est pourquoi malgré son opposition à la démocratie — le MTI considérait à ses débuts que la démocratie était *kufir* (mécréance), de même Ali Belhadj a souvent déclaré, notamment lors du prêche commémorant le deuxième anniversaire d'octobre 1988, que «*la démocratie est étrangère dans la maison de Dieu*» (voir *Le Maghreb*, n°173 octobre 1989 p. 7) — l'islamisme a été amené pour défendre son existence légale à opter pour des formes de luttes de masse (manifestations, grèves, etc.). Ces formes de mobilisations urbaines, par leur caractère de masse et leur opposition objective à des régimes autoritaires, ont même permis aux mouvements islamistes d'apparaître aux yeux de certains comme offrant une chance d'alternance démocratique par la voie des urnes.

La complaisance de certains secteurs du mouvement démocratique ainsi que des puissances occidentales face à la violation des droits de l'homme n'ont fait que renforcer la réussite des courants islamistes dans le détournement «*à leur profit du nouveau processus de légitimation institutionnelle pluraliste*»²².

Nous pensons que la différence fondamentale entre le fascisme et l'islamisme réside dans cette contradiction intrinsèque au mouvement islamiste: un mouvement réactionnaire, totalitaire, porteur d'un projet social régressif, mais qui s'est construit sur la base d'une mobilisation contre l'injustice sociale, l'acculturation, la corruption et l'autoritarisme des systèmes du parti-unique. L'islamisme n'a jamais été une double mobilisation des classes moyennes contre le mouvement ouvrier et la démocratie bourgeoise, comme ce fut le cas avec le fascisme.

Contrairement au fascisme, l'islamisme a vu le jour dans des pays périphériques où des questions comme la souveraineté nationale et économique ainsi que les libertés démocratiques n'ont pas été résolues d'une façon effective. Le fascisme a pris racine dans des puissances coloniales, qui malgré leur «*victoire mutilée*» ou leur défaite, ont bel et bien participé à une guerre mondiale dont le principal objectif était le partage du monde. Dès lors, le sentiment national sur lequel il s'appuyait était agressif et exprimait une volonté expansionniste. En revanche, l'islamisme s'est développé dans des pays où le sentiment national exprime une réaction défensive face à l'aliénation culturelle, la dépendance économique et la marginalisation politique. Le sentiment national des Algériens ou des Tunisiens, comme le reflétaient bien leurs mobilisations contre la guerre du Golfe, est celui d'appartenir à une nation arabe opprimée, humiliée, soumise aux aléas des politiques libérales.

La question de la violence

Jusqu'au début des années 90, la violence attribuée au courant islamiste au Maghreb est restée un phénomène marginal. Ni les attentats à la bombe de 1987 en Tunisie, ni même le groupe de Bouyali²³ en Algérie ne représentaient des preuves concluantes de la nature terroriste des mouvements islamistes. Mohamed Harbi recentre le débat sur la violence islamiste quand il écrit: «*Si les acteurs de la contestation sont exclus du tissu social, on peut parler de terrorisme. Qu'ils soient portés par une poussée populaire exceptionnelle et qu'ils se trouvent face à la violence d'un État sans légitimité, l'usage de ce terme devient inadéquat*»²⁴.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, signalons d'abord que le champ principal de la mobilisation islamiste, à savoir la mosquée, permet d'identifier les enjeux principaux de la violence. La mosquée, embryon du contre-pouvoir, est l'espace principal de confrontation et d'appropriation de l'espace public par les islamistes à l'égard des pouvoirs. Il s'agit, comme l'explique bien Smaïl Hadj Ali, de «*nouveaux modes d'appropriation et de perception symbolique de l'espace de la ville et de ses quartiers, dans le sens d'une transformation d'espaces publics et de territoires en lieux d'affrontements*»²⁵. C'est pourquoi la violence et la contre violence se sont principalement exercées contre les pouvoirs en place.

Le thème de la violence lié à l'islamisme est apparu en Tunisie lors des attentats à la bombe perpétrés le 2 août 1987 dans quatre hôtels à Sousse et Monastir. Considérer ces attentats comme la preuve d'un changement de cap au sein du Mouvement de la tendance islamique (MTI), relève de l'exagération polémique. Ces attentats, dont la portée était avant tout symbolique (la veille des célébrations extravagantes de l'anniversaire de Bourguiba dans sa région natale) sont survenus dans un contexte très particulier: départ du Premier ministre Mohamed Mzali, crise aiguë du régime, détermination de ce dernier à éradiquer les islamistes. C'est pourquoi, d'ailleurs, le 7 novembre, c'est-à-dire quatre mois seulement après les attentats, le MTI applaudissait l'intronisation de Zine el-Abidine Ben Ali, en s'ingéniant dès lors à faire prévaloir son profil légaliste. Cela s'est traduit par: la renonciation à l'emblème originel et l'adoption du nom de «Nahda» (Renaissance), la participation au Pacte national initié par le nouveau régime, la participation aux élections législatives d'avril 1989, l'acceptation du Code du statut personnel comme «*cadre propre à organiser les relations familiales*»²⁶, etc. Réduire cette démarche légaliste des islamistes tunisiens à un simple cache-sexe de leurs intentions sanguinaires, ne permet pas de saisir la complexité de ce phénomène.

L'islamisme n'est pas une transcendance névrotique de la religion, mais un mouvement politique qui subit et agit dans un contexte socio-

politique concret et par conséquent ne peut guère s'y placer en dehors du rapport de forces qui en résulte. Le rôle central de l'Union générale des travailleurs tunisiens (UGTT) jusqu'à 1985 — année où le pouvoir a démantelé la centrale syndicale —, les acquis du Code du statut personnel (CSP) ainsi que l'existence d'un mouvement autonome des femmes qui a fait de la revendication de l'égalité juridique entre les hommes et les femmes un de ses axes d'intervention privilégiés, sont des facteurs parmi d'autres qui ont conditionné la politique des islamistes. Ce rapport de forces objectif, indépendant des intentions de la Nahda, a contraint les islamistes tunisiens à faire des concessions, à mettre en sourdine certaines de leurs revendications, voire à faire l'impasse sur d'autres²⁷.

La trêve induite par le renversement de Bourguiba le 7 novembre va dès décembre 1990 céder le pas à une nouvelle vague d'arrestations. L'attaque d'une permanence du parti au pouvoir par un commando islamiste fin février 1991 à Bab Souïka, qui a fait un mort, est présentée comme la preuve accablante du «terrorisme et du fascisme intégristes». La violence islamiste en Tunisie s'est exprimée en deux occasions (Monastir et Bab Souïka) tout en ne visant ni le mouvement démocratique ni le mouvement ouvrier. En l'espace de trois ans, de 1990 à 1993, c'est plutôt le pouvoir qui a serré la vis et a fait taire toute opposition, fût-elle très modérée.

Le dossier de la violence islamiste en Algérie est assurément plus compliqué à démêler. La violence attribuée au FIS a commencé bien avant l'arrêt du processus électoral. Néanmoins, les agressions à l'encontre des femmes accusées par le FIS de transgresser l'Islam sont sans commune mesure avec le déchaînement de la violence après janvier 1992.

Considérer que la violence des différents groupes armés²⁸ est avant tout le produit d'un coup d'Etat militaire qui a confisqué par la force la victoire électorale du FIS, ne relève pas de l'euphémisme. Il est bon de rappeler que le deuxième acte de la tragédie algérienne (la violence des groupes armés) est l'enchaînement d'un premier acte: l'intervention militaire, les camps d'internement situés dans le désert où on a enfermé plus de 10 000 personnes²⁹, l'interdiction pure et simple d'un parti qui venait de remporter 47% des voix, le jugement de ses leaders par un tribunal militaire, etc.

Selon Amnesty International, «le nombre d'homicides imputables aux tirs des forces de sécurité n'a cessé d'augmenter depuis l'instauration de l'Etat d'urgence en 1992», alors qu'un rapport du Département d'Etat américain affirme que «le gouvernement estime à 10 000 le nombre de personnes tuées à la fin de 1993. Le chiffre n'a pas été officiellement divulgué pour 1994, mais la plupart des sources estiment qu'il a été doublé»³⁰. Ces informations ne font que confirmer une évidence, souvent occultée par les supporters du coup d'Etat de janvier 1992: le nœud du drame a été l'intervention directe de l'armée.

C'est pourquoi comme l'explique bien Sadek Hadjeres «il n'est donc pas besoin d'aller chercher loin, dans l'interprétation unilatérale des

*versets sacrés du Coran, les incitations réelles à s'emparer du pouvoir par le sabre*³¹. C'est encore une fois le rapport de forces social et le contexte politique concret qui président à la démarche de l'islamisme. C'est incontestablement à la violence «légale» de l'armée algérienne, qu'incombe le modelage et le conditionnement de la violence de sa principale force concurrente. La violence des groupes armés exprime l'ampleur des frustrations et du désespoir engendrés par la négation de la volonté de la majorité du peuple, jugée par certains généraux et intellectuels comme immature.

Bien entendu cette violence, réaction à la violence "légale", adopte des formes et des cibles qui reflètent le projet régressif et autoritaire de l'islamisme, par exemple quand elle s'exerce contre des intellectuels ou des femmes qui n'ont pas pris part à la répression, fussent-ils des défenseurs intransigeants de l'arrêt du processus électoral.

Si cette violence s'exprime, c'est parce qu'aussi bien la Nahda que le FIS sont traversés par deux logiques, comme le développe bien Rémy Leveau³²: une logique de mobilisation et une logique de participation. Cette double logique est inhérente à la nature de classe du mouvement islamiste. Etant une expression des classes moyennes, l'islamisme oscille politiquement entre radicalité et tentation d'intégrer les institutions existantes. Force est de constater, que face à la répression, la logique de mobilisation et d'affrontement l'a toujours emporté³³.

Par contre la logique de participation a toujours dominé dans les périodes d'ouverture politique. Entre 1984 et 1986, le MTI a joué la carte de l'ouverture. De même le FIS après plusieurs semaines de tergiversations a fini le 14 décembre 1991 par annoncer sa participation aux élections législatives. L'option en faveur de la participation aux élections portée par le courant «algérieniste» s'est faite au détriment du courant «salafiste»³⁴ soutenu par Belhadj qui s'opposait à toute initiative susceptible de légitimer le pouvoir. C'est sans nul doute, le coup d'Etat de janvier 1992 qui a bousculé cet équilibre entre les deux options et a poussé la tendance modérée du FIS à se rallier à l'option dure. C'est également l'intransigeance du régime qui a probablement favorisé l'apparition du courant tunisien *Al-Shabâb al-islâmî bi-l-mahjir* (La jeunesse islamiste de l'émigration) au cours de l'été 1995³⁵.

Cette dualité dans l'approche islamiste fait de la violence une option modulable soumise au rapport de forces à la fois au sein même de ses courants et dans leur rapport à l'Etat. La violence fasciste et nazie était incontestablement moins soumise à ces contraintes.

Le fascisme comme on l'a déjà souligné n'a pas représenté seulement «*la dictature ouverte du capital de monopole*», mais était la force extratraditionnelle qui a permis de décimer et de démanteler les organisations ouvrières. Le mouvement fasciste a offert aux détenteurs du grand capital un mouvement de masse ou encore «*une couche de la population — la petite et la moyenne bourgeoisie — qui croit pouvoir résoudre les problèmes les plus considérables avec des mitrailleuses et des pistolets et cette couche est la terre nourricière du fascisme dont elle*

fournit les cadres»³⁶. C'est pourquoi l'un des traits essentiels du mouvement fasciste était sa «*tactique des troupes de choc*» (la Stosstrup-Taktik). La violence du mouvement fasciste était dirigée d'une façon organisée et systématique contre le mouvement ouvrier. Ce n'est pas par hasard si les *squadri* de Mussolini commencèrent à exercer leur violence contre les communes ouvrières d'Emilie qui détenaient encore le pouvoir économique après le grand mouvement de 1919. Ce n'est pas par hasard non plus si l'une des journées mémorables du fascisme italien fut l'attaque organisée en avril 1919 contre un meeting du Parti socialiste. De même, en Allemagne la militarisation du mouvement fasciste a commencé dès 1920, le service d'ordre nazi était entraîné militairement par les «*hommes de la société secrète Consul*». Devenues Sturn-Abteilung (Section d'assaut, SA) en 1921, les bandes nazies, à l'instar des *squadri* fascistes en Italie, attaquent le mouvement ouvrier et à partir de 1930 assassinent sur la voie publique leurs adversaires ouvriers.

Contrairement à l'islamisme, le fascisme a construit un mouvement de masse dans le cadre de régimes parlementaires qui ne s'opposaient pas à son intégration institutionnelle. Les fascismes ont dès le départ opté pour l'affrontement avec des institutions basées sur l'alternance par le biais de milices armées, leur action remettait en cause les fondements même d'un système démocratique parlementaire. En revanche l'islamisme s'est construit en opposition à des régimes eux-mêmes autoritaires, il a drainé des classes moyennes urbaines exclues de toute forme de participation ou de gestion de la cité, fût-ce indirecte. C'est dans ce sens que l'action islamiste remet à l'ordre du jour, objectivement, les exigences d'un mécanisme démocratique (droit d'organisation, d'expression, de réunion, etc.).

Des fonctions économique et politique différentes

Si l'on examine l'islamisme et le fascisme du point de vue de leurs fonctions économique et politique respectives, leurs différences se révèlent fondamentales.

Le caractère du fascisme explique son succès historique. Le mouvement fasciste s'est chargé d'écraser un mouvement ouvrier, qui sans être une menace immédiate au pouvoir de la bourgeoisie, gardait après la révolution de 1919 en Allemagne et le mouvement de 1920 en Italie, des potentialités révolutionnaires indéniables. Ernest Mandel met le doigt sur le caractère spécifique du fascisme quand il écrit: «*La fonction historique de la prise du pouvoir par les fascistes consiste à modifier par la force et la violence les conditions de reproduction du capital en faveur des groupes décisifs du capitalisme monopoliste*»³⁷. Les dérives ultérieures de la violence nazie ont évidemment largement dépassé cette fonction initiale, mais c'est celle-ci qui lui a permis de parvenir au pouvoir.

L'islamisme arabe en général et maghrébin en particulier a émergé et ensuite s'est développé dans des contextes où le mouvement ouvrier autonome était faible (UGTT, Tunisie) ou complètement domestiqué (l'UGTA en Algérie). Hormis quelques services rendus aux pouvoirs à ses débuts, le mouvement islamiste a exprimé, à travers le prisme de l'idéologie religieuse, un rejet populaire des pouvoirs capitalistes dépendants et autoritaires.

Les bourgeoisies tunisienne et algérienne n'ont pas besoin aujourd'hui d'intégrer l'islamisme dans l'appareil de l'Etat pour asseoir leur hégémonie, et encore moins pour mettre à jour l'appareil productif à l'heure de la mondialisation. Bien au contraire, leur acharnement dans la répression de l'islamisme, traduit bien leur intention de s'en débarrasser.

A la lumière des événements survenus en Algérie et en Tunisie depuis 1987-1988, on peut affirmer que les brèves ouvertures démocratiques ont permis un réaménagement des pouvoirs en place, non pas par le biais de l'intégration de l'islamisme — fût-il modéré — mais par un renouvellement partiel des équipes, du personnel et des institutions ainsi qu'une accélération des mesures libérales. Les pouvoirs ont ainsi modifié «les conditions de reproduction du capital» en faveur des couches les plus liées au capital international, ils ont instauré des régimes autoritaires non seulement sans recours à l'islamisme, mais en se servant de la guerre contre l'islamisme comme couverture idéologique.

L'islamisme des années 90 n'a aucune fonctionnalité ni aux yeux des équipes au pouvoir ni aux yeux des décideurs occidentaux qui les soutiennent. Ces derniers se réjouissent des résultats des politiques menées. D'abord parce qu'aussi bien la répression a barré la route à la participation au pouvoir de deux courants politiques incontrôlables qui, après des tergiversations, ont exprimé leur hostilité à la guerre du Golfe et se sont ralliés, au prix d'une rupture avec leur bailleur de fonds saoudien, à l'Irak en condamnant énergiquement l'agression occidentale³⁸. Et d'autre part, parce que les réformes économiques ont été bien menées par les équipes en place. La France a montré, par son soutien aux politiques algérienne et tunisienne³⁹, qu'elle préférerait fermer les yeux sur la répression qu'avoir affaire aux islamistes au pouvoir.

Cette différence majeure dans les fonctions économique et politique de l'islamisme et du fascisme provient finalement de la différence du rôle social joué par les classes moyennes dans des structures socio-économiques radicalement différentes. Comme nous l'avons déjà expliqué, la petite bourgeoisie dans le monde arabe en général et au Maghreb en particulier, de par la centralité de la question nationale et démocratique, a des aspirations différentes de celles de la petite bourgeoisie des années 20 et 30 en Italie et en Allemagne.

Par ailleurs, les classes moyennes embrigadées par le fascisme dans les années 20 et 30, n'ont pas les mêmes caractéristiques que celles mobilisées par l'islamisme dans les années 80. La petite bourgeoisie en Italie et en Allemagne, victime de la guerre et de la crise, a vu ses

conditions de vie se dégrader relativement plus que la classe ouvrière, dans la mesure où cette dernière a réussi par le biais de ses organisations à préserver quelques acquis. Dans certains secteurs, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée, en raison de la saignée qu'a représenté la guerre, a contraint les entreprises à embaucher davantage. A côté de cela, le fascisme a bénéficié aussi bien du concours de la petite bourgeoisie urbaine que celle du milieu rural, petite propriétaire de moyens de production. En revanche, les classes moyennes en Algérie et en Tunisie n'ont pas grand chose à envier à la majeure partie de la classe ouvrière, elle aussi durement touchée par le chômage, en terme de stabilité d'emploi et de niveau de revenu. Les aspirations des classes moyennes urbaines, base de l'islamisme, se confondent largement avec celles des travailleurs et surtout des chômeurs, à savoir le droit à un emploi stable, à un salaire décent, un logement, etc. Ces classes moyennes sans expérience de luttes organisées ont à leur actif le souvenir de révoltes urbaines (janvier 1984 et octobre 1988) qui ont démontré que seule la violence de masse est en mesure de faire reculer les régimes en place.

Les classes moyennes urbaines qui constituent la base privilégiée des islamistes, s'opposent à l'exclusion sociale et politique face à des Etats autoritaires dont les politiques économiques ne font qu'aggraver leurs conditions d'existence. Toutefois, le fait que les pouvoirs algérien et tunisien craignent aujourd'hui le FIS et la Nahda, n'exclut pas, dans l'avenir, des formes de participation islamiste au pouvoir. Cette perspective reste subordonnée au rapport de forces concret.

Ce n'est certainement pas la première fois que le concept de «fascisme» est utilisé comme outil polémique pour diaboliser un ennemi politique. Evaluer la pertinence de ce concept appliqué au phénomène islamiste est l'objectif de cette contribution au débat. Il ne s'agit nullement de minimiser la nature sociale régressive et anti-démocratique de l'islamisme. Bien au contraire, notre but était de rétablir quelques faits ainsi que de dépasser les analyses manichéennes et simplistes. Des mots comme «démocratie», «droits de l'homme», «fascisme», «société civile», etc. sont de plus en plus vidés de leur sens, manipulés en fonction des enjeux et des intérêts des différents acteurs de la scène politique maghrébine. C'est pourquoi il est impératif de «mettre un peu d'ordre dans ce chaos»⁴⁰.

Nous avons discuté de l'islamisme dans l'opposition, nous pensons que l'islamisme au pouvoir, même s'il n'a pas les mains libres, sera de par son contrôle de l'appareil institutionnel et répressif plus à même d'agir sur les rapports de forces sociales. Sans faire de politique fiction, il est certain que l'islamisme au pouvoir ne pourra que faire exploser toutes les contradictions qui lui sont inhérentes. La seule prévision qu'on puisse faire, c'est que son programme ne lui permettra pas de gérer les conflits d'une façon démocratique et dans l'intérêt des classes moyennes qui le soutiennent aujourd'hui.

Olf Lamoum est doctorante en sciences politiques à l'Université Paris VIII.

¹«le fascisme, écrivait dès 1923 Clara Zetkin, c'est le châtiement qui s'abat sur le prolétariat pour n'avoir pas continué la révolution commencée en Russie », in Daniel Guérin, *Sur le fascisme II. Fascisme et grand capital*, FM, Petite collection Maspero, Paris, 1965, p. 7.

² Pierre Milza, *Les fascismes*, Paris, Editions du Seuil, p. 128.

³ *Khalida Messaoudi Entretiens avec Elisabeth Schemla*, Paris Flammarion 1995, p. 207.

⁴ Il s'agit de la plate-forme de Rome signée par: le Front des forces socialistes (FFS), le Parti des travailleurs (PT), le Front de libération nationale (FLN), le Front islamique du Salut (FIS), Ennahda, la Ligue des droits de l'homme, le MDA et le JMC.

⁵ Voir à ce propos Saïd Sadi, *Algérie, l'heure de vérité*, Paris, Flammarion, 1995. Saïd Sadi a également comparé Ben Jedid au maréchal Pétain tout en lançant un appel à la «résistance» au lendemain du premier tour des élections législatives (voir *Le Monde*, 2 janvier 1992).

⁶ Abdallah Ammami, *Tanzîmât al-Irhâb fî -l-'âlim al-islâmî: unmûzaj al-nahda* (Les organisations terroristes dans le monde musulman, l'exemple de la Nahda), Tunis, Al-Dâr al-tûnissiya li-l-nashr, 1992.

⁷ In Louisa Hanoune, *Une voix pour l'Algérie*, Entretiens avec Ghania Mouffol, Paris la Découverte, 1996, p 22-23.

⁸ Notre propos ne concerne pas les mouvements d'extrême droite en Europe occidentale. En effet, s'il y a des parallèles avec les années 20 et 30, on perçoit bien les différences. Le fascisme italien et le nazisme ont d'emblée émergé suite à la guerre, comme des mouvements extraparlimentaires. La trajectoire des groupes fascistes récents est nettement différente pour l'instant. Ils ont dépassé le niveau groupusculaire en exploitant sans gêne «la question immigrée» et la «préférence nationale» et en réalisant sur cette base leur percée électorale ce qui leur a permis d'opter pour la tactique d'entrée dans les institutions de l'Etat. Les groupuscules de jeunes nazillons restent dans leur sillage mais agissent d'une façon officiellement autonome. Leur recherche de respectabilité vis-à-vis de la droite traditionnelle leur impose de réviser à la baisse leur profil fasciste.

⁹ Il s'agit de Fiume, le Trentin, le Haut-Adige, la Vénétie julienne et la Dalmatie. Territoires que le Président

américain Wilson a refusé de céder à l'Italie lors de la conférence de paix.

¹⁰ Pierre Milza, op, cit., pp. 100-101

¹¹ Pierre Milza, op, cit., pp. 261-262.

¹² Entre le 19 février 1919 et le 28 janvier 1933 l'Allemagne a connu 19 cabinets ministériels.

¹³ Daniel Guérin, op. cit., p. 31.

¹⁴ Daniel Guérin, op. cit., p. 278.

¹⁵ Mihaly Vajda, *Fascisme et mouvement de masse*, Edition le Sycomore, Arguments critiques, Paris, 1979, p. 94.

¹⁶ Abbassi Madani, *La Tribune d'octobre*, 15-31 mars 1989", in *Peuples méditerranéens*, n°52-53 juillet-décembre 1990 p. 173.

¹⁷ Abbassi Madani, *La tribune d'octobre*, 15-31 mars 1989, p. 6.

¹⁸ Ahmed Rouadjia, *Les frères et la mosquée: enquête sur le mouvement islamiste en Algérie*, Karthala, Paris 1990, p. 182.

¹⁹ Le taux de chômage en Tunisie est de 15,8 %, dont 70 % ont moins de 30 ans (voir *Manière de voir* n°24, novembre 1994). En Algérie en 1995 ce taux a fortement augmenté depuis 1992 pour atteindre 28,1%, près de 80% des sans-emploi ont moins de trente ans, *Le Monde*, 4 septembre 1996.

²⁰ Sami Naïr, *Le peuple exclu*, in *Les temps modernes*, janvier-février 1995, p. 41.

²¹ *Al Munqid*, n°22, p. 6.

²² Rémy Leveau, *Le Sabre et le Turban. L'avenir du Maghreb*, François Bourin, Paris, 1993, p. 197.

²³ Il s'agit de la première rébellion islamiste armée de 1982 de Mustapha Bouyali qui dirigea un maquis dans la Mitidja.

²⁴ Mohamed Harbi, *L'islamisme une révolution conservatrice?*, in *Confluences*, n°11 été 1994.

²⁵ In "L'islamisme dans la ville. Affrontement symbolique et physique avec l'ordre étatique", *Maghreb Machrek*, numéro spécial, 1^{er} trimestre 1994.

²⁶ Déclaration de Rached Ghannouchi dirigeant de la Nahda. Le CSP a été promulgué par Bouguiba en 1956: il s'agit d'un statut qui interdit la polygamie et la répudiation.

²⁷ Voir les propos de Ghannouchi dans, *Hiwârât, Qassi Saleh al-Darwish*, Khalil Media Service, London, 1992.

²⁸ Groupe islamique armé (GIA), Mouvement islamique armé (MIA), l'armée de l'Etat islamique (AEI), l'armée islamique du salut (AIS), etc.

²⁹ Chiffre donné par le rapport d'Amnesty international, in *Le livre noir de l'Algérie*.

³⁰ Rapport d'Al et du département américain, in *Le livre noir de l'Algérie*.

³¹ Sadek Hadjeres, "Algérie violence et politique", In *Hérodote*, Maîtriser ou accepter les islamistes, 2ème trimestre 1995, p. 52.

³² Rémy Leveau, op. cit. p. 193.

³³ Il est important de rappeler que ce fut le cas également des frères musulmans en Egypte. La stratégie radicale développée par Sayyed Qotb du fond de sa prison coïncide avec la répression la plus féroce à l'encontre de cette organisation.

³⁴ Voir à ce propos, *Le Monde*, 17 décembre 1991.

³⁵ *Al-Shabab al-islâmi bil-mahjir* édite le bulletin *Al-Rajâ* à Londres. Dans ses deux premiers numéros, *Al-Rajâ* présente une lecture critique de la démarche «conciliatrice» de la Nahda et prône des formes de lutte plus «radicales».

³⁶ Mihaly Vajda, op. cit. p. 32.

³⁷ Ernest Mandel, op. cit. du fascisme, p 24.

³⁸ Voir *Islamic Fundamentalisms and the Gulf Crisis*, Edited by James Piscatori, Chicago, 1991.

³⁹ Lors de sa visite fin juillet 1991 en Algérie, Pierre Bérégovoy a lancé l'idée d'un nouvel accord financier afin de, comme il l'a déclaré, donner les moyens électoralistes pour éloigner le peuple des islamistes, in *Le syndrome algérien*.

⁴⁰ Pierre Milza, op. cit. p. 126.